

**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE ET DES MOYENS
GÉNÉRAUX**



15 RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : +33 (0)1 42 34 29 80

SENAT-DLMG-2025-03

**AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION D'UNE
HALTE-GARDERIE DANS LE
JARDIN DU LUXEMBOURG**

D.C.E.

**CONVENTION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC**

MAI 2025

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
PRÉAMBULE.....	4
CHAPITRE I. STIPULATIONS GENERALES	4
ARTICLE 1. – DURÉE DE L'AUTORISATION	4
ARTICLE 2. – CARACTÈRES DE L'AUTORISATION.....	4
<i>2.1. Caractère personnel.....</i>	<i>4</i>
<i>2.2. Caractère précaire et révocable à tout moment</i>	<i>4</i>
<i>2.3. Absence de droits réels.....</i>	<i>4</i>
<i>2.4. Régime d'autorisation.....</i>	<i>4</i>
<i>2.5. Responsabilité du titulaire.....</i>	<i>5</i>
<i>2.6. Résiliation anticipée</i>	<i>5</i>
ARTICLE 3. – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
CHAPITRE II. CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION	5
ARTICLE 4. – CARACTÉRISTIQUES DU DOMAINE PUBLIC OCCUPÉ	6
<i>4.1. Emplacement.....</i>	<i>6</i>
<i>4.2. Branchement aux réseaux</i>	<i>6</i>
<i>4.3. État des lieux.....</i>	<i>6</i>
ARTICLE 5. – NATURE ET EXCLUSIVITÉ DE L'ACTIVITÉ AUTORISÉE.....	6
ARTICLE 6. – DROITS D'USAGE	6
<i>6.1. Référence au Sénat, marques et logos</i>	<i>6</i>
<i>6.2. Prise de vue et tournage.....</i>	<i>7</i>
ARTICLE 7. – CONFORMITÉ DE L'ACTIVITÉ AVEC LE CADRE DU JARDIN DU LUXEMBOURG	7
<i>7.1. Horaires et jours d'exploitation.....</i>	<i>7</i>
<i>7.2. Conditions d'accès au Jardin du Luxembourg.....</i>	<i>7</i>
<i>7.3. Contribution à la valorisation du Jardin du Luxembourg.....</i>	<i>8</i>
ARTICLE 8. – ENTRETIEN ET RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT	8
<i>8.1. Entretien des lieux et des équipements.....</i>	<i>8</i>
<i>8.2. Déchets</i>	<i>8</i>
ARTICLE 9. – SÉCURITÉ.....	8
ARTICLE 10. – PERSONNEL	9
<i>10.1. Reprise du personnel.....</i>	<i>9</i>
<i>10.2. Obligations de transmission</i>	<i>9</i>

10.3. Protection des personnels	9
ARTICLE 11. – OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES À L'EXPLOITATION	9
11.1. Autorisation d'exploitation	9
11.2. Certification de conformité	9
11.3. Communication des contrôles	10
ARTICLE 12. – ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS	10
CHAPITRE III. TRAVAUX, MAINTENANCE ET AMÉNAGEMENTS.....	11
ARTICLE 13. – OPÉRATIONS À LA CHARGE DU SÉNAT.....	11
ARTICLE 14. – OPÉRATIONS À LA CHARGE DU TITULAIRE.....	11
14.1. Entretien et maintenance.....	11
14.2. Aménagements	11
CHAPITRE IV. STIPULATIONS FINANCIERES	12
ARTICLE 15. – REDEVANCE.....	12
ARTICLE 16. – GARANTIE FINANCIÈRE	12
CHAPITRE V. SUIVI D'EXPLOITATION	12
ARTICLE 17. – COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ	12
ARTICLE 18. – CONTRÔLE DU SÉNAT	13
CHAPITRE VI. PÉNALITÉS ET SANCTIONS.....	13
ARTICLE 19. – PÉNALITÉS.....	13
19.1. Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité et à l'accès au Jardin du Luxembourg dans le cadre de l'article 7.2.....	13
19.2. Non-transmission des documents mentionnés aux articles 11.2 et 11.3 ou de toute autre information sollicitée dans le cadre de la présente convention	13
19.3. Non-respect d'une disposition relative aux assurances	13
19.4. Réalisation de travaux ou aménagements sans autorisation du Sénat, ou non-respect des obligations d'entretien	13
19.5. Non-respect des dispositions financières de la présente convention.....	14
ARTICLE 20. – FERMETURE ADMINISTRATIVE.....	14
ARTICLE 21. – RÉSILIATION.....	14
21.1. Résiliation pour faute.....	14
21.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	15
ARTICLE 22. – CONTENTIEUX	15
ANNEXES	16

PRÉAMBULE

Affectataire et gestionnaire du Jardin du Luxembourg, en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, le Sénat accorde à ce titre des autorisations d'occupation du domaine public, dans le cadre fixé par les articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et l'arrêté de Questure modifié n° 2022-1101 du 13 décembre 2022 relatif aux concessions et autorisations d'occupation du domaine public dans le Palais du Luxembourg et ses dépendances et dans le Jardin du Luxembourg (annexe n° 1).

CHAPITRE I. STIPULATIONS GENERALES

ARTICLE 1. – DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public est accordée pour une durée de deux (2) ans. Sous réserve de sa notification, elle débute le 1^{er} août 2025 et s'achève le 31 juillet 2027.

L'échéance normale de la convention n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 2. – CARACTÈRES DE L'AUTORISATION

2.1. Caractère personnel

L'autorisation est personnelle et ne peut être cédée.

L'exploitation est effectivement assurée par le titulaire, qui désigne une personne responsable comme interlocuteur privilégié du Sénat.

Le titulaire ne peut procéder à aucun transfert de ses droits, partiel ou total, à titre gratuit ou onéreux, ni à aucune sous-location ou sous-occupation.

2.2. Caractère précaire et révocable à tout moment

L'autorisation est précaire et révocable à tout moment par le Sénat.

La notification au titulaire du terme de l'autorisation ouvre un délai d'un mois pour assurer la remise en état des lieux occupés. À l'expiration de ce délai, les éléments meubles laissés sur place sont réputés propriété du Sénat.

2.3. Absence de droits réels

L'autorisation ne confère aucun droit réel au titulaire. Tout immeuble, y compris par destination, est réputé propriété du Sénat au terme de l'autorisation.

L'autorisation ne peut ouvrir au profit du titulaire aucun droit à une indemnité d'éviction.

2.4. Régime d'autorisation

L'activité du titulaire est conforme aux dispositions applicables du code de la santé publique, notamment ses articles L. 2324-1 à L. 2324-4 et R. 2324-18 à R. 2324-46-5. Il revient au titulaire de s'assurer, durant toute la durée d'exploitation, du respect des conditions définies par ces dispositions.

L'activité d'accueil effectif des enfants est subordonnée à la détention de l'agrément défini à l'article L. 2324-1 du code de la santé publique. Cet agrément constitue une condition substantielle de la présente convention. À défaut, l'accueil des enfants ne peut intervenir, la présente convention devient sans objet et elle est résolue de plein droit. Cette résolution n'ouvre droit à aucune indemnité du titulaire, pour quelque raison et à quelque titre que ce soit.

2.5. Responsabilité du titulaire

Le titulaire exploite l'activité sous sa seule responsabilité et à ses risques et périls.

2.6. Résiliation anticipée

Si le titulaire souhaite renoncer à son exploitation avant son terme et procéder en conséquence à la résiliation anticipée de la présente convention, il en informe le Sénat par écrit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins six (6) mois avant la date envisagée pour la fin de son exploitation.

ARTICLE 3. – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissante :

- la présente convention d'occupation et ses annexes ;
- l'offre présentée par le titulaire.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, la convention prévaut sur les annexes.

Les documents contractuels sont interprétés sur la base des stipulations de la présente convention, des principes du droit de la domanialité publique, des règles générales applicables aux contrats administratifs ainsi que de toute jurisprudence intervenant pendant la durée de la convention.

En cas de doute dans l'interprétation de la convention, un accord est recherché par les parties. À défaut d'accord, la lecture la plus favorable au Sénat prévaut.

CHAPITRE II. CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION

Le titulaire respecte à tout moment les obligations légales et réglementaires encadrant l'exercice de son exploitation, les prescriptions du règlement du Jardin du Luxembourg (annexe n° 3) et de l'arrêté de Questure n° 2022-1101 du 13 décembre 2022 (annexe n° 1), ainsi que les stipulations de la présente convention.

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires applicables, tout manquement peut être sanctionné en application des articles 19 à 21 de la présente convention.

ARTICLE 4. – CARACTÉRISTIQUES DU DOMAINE PUBLIC OCCUPÉ

4.1. Emplacement

La zone d'exploitation est composée d'une aire extérieure close de 278 m², d'un préau couvert de 30,7 m² et d'un local de 10,6 m² comprenant un espace destiné aux usages de l'exploitation (cuisine et change), un WC pour les adultes et un WC pour les enfants.

Le plan de situation des locaux de la halte-garderie annexé à la présente convention précise la localisation de l'aire d'exploitation (annexe n° 2).

4.2. Branchement aux réseaux

La halte-garderie dispose d'un raccordement aux différents fluides (eau courante, eaux usées et électricité) ainsi que d'un tableau électrique et de ses protections.

Elle dispose également d'un raccordement à une ligne téléphonique filaire.

Aucun travail sur les réseaux ne peut être engagé sans accord exprès et préalable du Sénat.

La refacturation des prestations correspondantes dont bénéficie le titulaire est incluse dans la redevance mentionnée à l'article 15.

4.3. État des lieux

Il est procédé, en présence du titulaire, à un constat écrit d'entrée et de sortie en double exemplaire au début et à la fin de l'autorisation. À la fin de la durée de l'autorisation, le titulaire rétablit les lieux dans leur état d'origine et, sans préjudice des travaux éventuellement engagés conformément à l'article 14, fait disparaître toute trace de son occupation.

ARTICLE 5. – NATURE ET EXCLUSIVITÉ DE L'ACTIVITÉ AUTORISÉE

L'espace mis à disposition est uniquement destiné à l'exploitation d'une halte-garderie de plein air destinée à des enfants ayant acquis la marche.

La pratique de toute autre activité est interdite.

ARTICLE 6. – DROITS D'USAGE

6.1. Référence au Sénat, marques et logos

Le titulaire n'est pas autorisé à utiliser les marques ou les logos déposés par le Sénat, sauf accord exprès et préalable de celui-ci.

Il ne peut, à défaut d'accord exprès du Sénat, mentionner une quelconque garantie ou caution de ce dernier.

La marque du titulaire ne peut contenir la dénomination « Jardin du Luxembourg », qui est la propriété du Sénat. Dans le respect des règles relatives à la protection de la propriété intellectuelle, un nom commercial relatif à son activité peut être proposé par le titulaire au

Sénat, qui lui donne son accord après adaptation éventuelle de la proposition initiale.

6.2. Prise de vue et tournage

Toute demande relative à une prise de vue ou à un tournage fait l'objet d'un accord exprès et préalable du Sénat.

La demande mentionnée au premier alinéa du présent article donne lieu au paiement par le demandeur au Sénat d'une redevance dont le barème est défini dans l'arrêté de Questure n° 2022-52 du 8 juin 2022 figurant à l'annexe n° 8.

Par ailleurs, la rémunération éventuellement perçue par le titulaire de la présente convention auprès du bénéficiaire fait l'objet d'un contrat distinct, impérativement communiqué pour information au Sénat.

Lorsque la demande est directement émise par le Sénat au titre de ses besoins propres, elle ne donne lieu à aucune rémunération du titulaire de l'autorisation.

ARTICLE 7. – CONFORMITÉ DE L'ACTIVITÉ AVEC LE CADRE DU JARDIN DU LUXEMBOURG

7.1. Horaires et jours d'exploitation

L'exploitation s'inscrit dans le cadre des horaires d'ouverture au public du Jardin du Luxembourg, qui varient tout au long de l'année en fonction de l'heure de lever et de coucher du soleil (annexe n° 4). Elle s'arrête une demi-heure avant l'heure de fermeture, à laquelle débute la battue. Le titulaire ne peut accéder au Jardin en dehors de ces horaires.

Le titulaire se soumet aux demandes de fermeture exceptionnelle formulées par le Sénat, pour quelque raison que ce soit, sans pouvoir prétendre à une indemnisation de quelque nature que ce soit. Ces fermetures ont pour motifs usuels l'organisation de cérémonies officielles ou d'événements à caractère sportif ou culturel, ou encore des impératifs de sécurité ou de sûreté publiques pouvant survenir de manière récurrente ou inopinée. Elles peuvent également être motivées par des mesures administratives à caractère général.

Les horaires d'ouverture de l'activité du titulaire sont affichés en permanence et de manière lisible.

7.2. Conditions d'accès au Jardin du Luxembourg

L'accès au Jardin du Luxembourg du titulaire, de ses employés, des entreprises mandatées pour des travaux, des livreurs ou des fournisseurs fait l'objet d'une procédure d'autorisation déterminée par le Sénat. Cette procédure est portée à la connaissance du titulaire en début d'exploitation et revêt un caractère obligatoire.

Au plus tard vingt jours après la notification de l'autorisation d'exploitation, le titulaire communique la liste des personnels devant intervenir sur le site en précisant leurs nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, qualification, nature et durée du contrat, nombre d'heures et d'éventuelles précisions complémentaires (remplacement, etc.). Il fournit également l'organigramme des responsables de l'exploitation, sur le site et hors site, en

incluant leurs coordonnées complètes (téléphone, courriel, adresse).

La liste précise ceux des personnels susceptibles d'accomplir des livraisons motorisées.

Chaque modification de la liste des personnels et de l'organigramme est transmise au Sénat au plus tard sept (7) jours en amont de sa prise d'effet.

L'approvisionnement de l'activité peut être effectué tous les jours de l'ouverture du Jardin jusqu'à 11 heures, conformément au règlement du Jardin du Luxembourg (annexe n° 3) et aux règles de circulation en son sein (annexes n° 5 et n° 7).

Aucun stationnement permanent de véhicule n'est autorisé dans le Jardin du Luxembourg.

7.3. Contribution à la valorisation du Jardin du Luxembourg

Le titulaire contribue, par la qualité des prestations qu'il assure et du personnel qu'il emploie, à la mise en valeur du Jardin du Luxembourg.

La diffusion d'un fond musical, de même que l'utilisation d'un haut-parleur, sont interdites.

La présence d'un animal de compagnie sur le site de l'exploitation est interdite.

ARTICLE 8. – ENTRETIEN ET RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

8.1. Entretien des lieux et des équipements

Le titulaire veille à présenter les lieux et les équipements dans un parfait état de propreté tout au long de la journée. Est en particulier interdit le dépôt sauvage, même momentané, de tout déchet ou objet périssable.

L'ensemble du matériel nécessaire à l'exploitation est rangé chaque soir par le titulaire.

Le titulaire avise sans délai le Sénat de toute dégradation ou détérioration affectant le local confié, sous peine d'être tenu personnellement responsable des aggravations résultant de son silence ou de son retard.

8.2. Déchets

Le titulaire est responsable de l'évacuation quotidienne des déchets liés à son exploitation. Le lieu ainsi que les modalités de leur dépôt et de leur tri lui sont précisés lors de l'état des lieux prévu à l'article 4.3.

Le titulaire s'engage dans un objectif de production de zéro déchet plastique d'ici 2027.

ARTICLE 9. – SÉCURITÉ

Le titulaire assure lui-même la surveillance de son matériel d'exploitation. En cas d'incident ou d'accident, il informe sans délai le Sénat, selon les procédures qui lui sont communiquées.

Conformément à l'article 14.1 de la présente convention, les opérations d'entretien et de

maintenance s'effectuent sous son entière responsabilité. Il doit prendre les dispositions nécessaires pour assurer la protection des enfants, des usagers et de son personnel, sans que la responsabilité du Sénat ne puisse être mise en cause à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 10. – PERSONNEL

10.1. Reprise du personnel

Le titulaire fait son affaire des obligations susceptibles de résulter de l'application de l'article L. 1224-1 du code du travail et de l'article 28 de la convention relative aux établissements médico-sociaux de l'union intersyndicale des secteurs sanitaires et sociaux, issu de l'avenant du 16 mars 2012.

La liste des personnels employés par l'attributaire de la précédente autorisation figure à l'annexe n° 10.

10.2. Obligations de transmission

Le titulaire fournit chaque année à la Direction de la Logistique et des Moyens généraux du Sénat ses certificats fiscaux et sociaux ainsi que les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail.

Le titulaire transmet au Sénat la liste de ses employés, ainsi que la nature de leur contrat de travail, et l'informe de tout changement ultérieur.

10.3. Protection des personnels

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Il produit, en application de l'article L. 8222-1 du code du travail, les documents attestant de la conformité de l'embauche de son personnel à la législation, à la réglementation, à toute autre norme juridique ou professionnelle applicable à son exploitation.

ARTICLE 11. – OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES À L'EXPLOITATION

11.1. Autorisation d'exploitation

Le titulaire fait son affaire des autorisations légales et administratives nécessaires, en application des normes en vigueur, à l'exploitation de son activité. La production de ces autorisations fait partie intégrante de l'offre présentée.

11.2. Certification de conformité

Le titulaire atteste dès le début de l'autorisation d'au moins une certification de conformité des services qu'il propose conformément à l'article L. 433-3 du code de la consommation.

Le défaut de production de la certification sur demande du Sénat expose le titulaire à la pénalité mentionnée à l'article 19.2.

11.3. Communication des contrôles

Le titulaire prend l'initiative de faire effectuer les contrôles réglementaires auxquels son activité le soumet et de communiquer sans délai au Sénat copie des correspondances, certificats et documents y afférents.

Le titulaire informe le Sénat de toutes les visites ou protocoles de contrôle diligentées par ses autorités de tutelle ou de contrôle, préalablement à ces dernières. Les rapports de visite ou de contrôle sont systématiquement transmis au Sénat par le titulaire.

ARTICLE 12. – ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

Le titulaire est seul responsable, tant vis-à-vis du Sénat que des tiers, des dommages de toute nature résultant de son activité.

Il contracte toutes assurances utiles pour couvrir :

- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber pour les dommages de toute nature causés par lui-même, par les biens qu'il exploite, par ses biens ou par les personnes dont il est responsable à des tiers ou au Sénat ;
- les risques locatifs, y compris les agencements et embellissements, même immeubles par nature ou destination ;
- le recours des voisins et des tiers.

Ces assurances sont contractées auprès d'une compagnie agréée et ayant un représentant en France. Elles comportent une clause de renonciation à recours vis-à-vis du Sénat et de son assureur. Le titulaire transmet une attestation de ces assurances au Sénat au 1^{er} mai de chaque année au plus tard.

Il assure également l'ensemble de ses propres biens contre les risques d'incendie, explosion, foudre, dommages électriques, chute et/ou choc d'appareils de navigation aérienne, choc de véhicule, ouragans, tempêtes, grêle, neige sur toitures, grèves, émeutes, mouvements populaires, vandalisme, malveillance, sabotage, dégâts des eaux, bris de glaces, vol y compris détériorations à la suite de vol ou tentative de vol. Cette assurance couvre également les honoraires d'experts.

En cas de sinistre, la valeur de reconstruction de l'ensemble mis à disposition est fixée à cent soixante-et-onze mille six cents (171 600) euros. Elle constitue le minimum de couverture au titre des risques locatifs.

En cas de dégât causé aux arbres du jardin du Luxembourg du fait du titulaire, le barème d'indemnisation annexé à la présente convention (annexe n° 6) s'impose à lui.

Le titulaire porte les informations des deux alinéas précédents à la connaissance de son assureur.

CHAPITRE III. TRAVAUX, MAINTENANCE ET AMÉNAGEMENTS

ARTICLE 13. – OPÉRATIONS À LA CHARGE DU SÉNAT

Le Sénat assure le financement et la conduite des grosses réparations au sens de l'article 606 du code civil.

Le Sénat ou les personnes qu'il désigne peuvent procéder à toutes les visites nécessaires à la détermination d'un programme de grosses réparations.

Lorsque des travaux réalisés à l'initiative du Sénat affectent le local ou les équipements mis à disposition du titulaire, celui-ci se conforme aux instructions du Sénat. Il apporte si nécessaire sa collaboration à l'exécution de ces travaux.

L'interruption des activités du titulaire ou l'indisponibilité temporaire des équipements en raison de ces travaux ne donnent lieu à aucune indemnité de la part du Sénat.

ARTICLE 14. – OPÉRATIONS À LA CHARGE DU TITULAIRE

14.1. Entretien et maintenance

Toutes les réparations d'entretien sont à la charge du titulaire.

De même, toutes les opérations de maintenance, de contrôle de conformité ou de remplacement des équipements nécessaires à l'activité du titulaire lui incombent entièrement.

Le titulaire facilite le contrôle par le Sénat de la bonne conservation des biens mis à sa disposition. En cas de défaillance constatée, les obligations du titulaire lui sont rappelées par lettre recommandée avec avis de réception. Sans réalisation des travaux nécessaires dans un délai de deux mois à compter de sa réception, et sans préjudice des délais d'obtention des autorisations administratives requises, le Sénat intervient aux frais du titulaire.

Les travaux d'entretien courant ou imposés par l'urgence sont réalisés par le titulaire sans formalité particulière. Le Sénat est informé dans les meilleurs délais de l'exécution des travaux d'urgence.

14.2. Aménagements

Le titulaire, qui ne peut apporter aucune modification au local ou aux installations mis à sa disposition sans l'accord exprès et préalable du Sénat, assure le financement et la conduite des aménagements nécessaires à l'exercice de son activité.

Tout aménagement est exécuté sous la responsabilité du titulaire. Le Sénat est informé du choix des bureaux d'études et de contrôle réalisé par le titulaire, qui en assume les honoraires. Toute installation temporaire hors de l'espace mis à disposition doit recevoir l'autorisation préalable et expresse du Sénat.

Le Sénat fournit, sur demande du titulaire, les plans et élévations des installations ainsi que les couleurs de peinture autorisées par le Sénat.

CHAPITRE IV. STIPULATIONS FINANCIERES

ARTICLE 15. – REDEVANCE

L'autorisation est attribuée moyennant le paiement par le titulaire d'une redevance annuelle fixe, pour la durée de l'occupation, de cinq mille (5 000) euros, avec réduction au *prorata temporis* pour la première et la dernière années d'exploitation.

Pour l'année 2025, elle est payable au 1^{er} octobre.

Pour les années 2026 et 2027, elle est payable au 1^{er} avril de chaque année.

ARTICLE 16. – GARANTIE FINANCIÈRE

Le titulaire fournit au Sénat avant le 30 septembre 2025 une garantie bancaire à première demande ou une caution personnelle et solidaire ou un dépôt de garantie à hauteur de vingt mille (20 000) euros. Cette garantie permet le recouvrement de toutes les sommes dues par le titulaire au titre de la convention pour quelque raison que ce soit en cours d'exécution ou à l'expiration de la convention.

La fourniture de cette garantie dans le délai défini est une condition déterminante de l'attribution de l'autorisation. À défaut de la fourniture de cette garantie dans le délai requis, l'autorisation est résiliée sans indemnité pour le titulaire.

CHAPITRE V. SUIVI D'EXPLOITATION

ARTICLE 17. – COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

Le titulaire remet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un compte rendu d'activité comprenant *a minima* les informations suivantes sur l'exercice écoulé :

- les rapports d'activité transmis aux autorités de tutelle ou de contrôle ;
- les données financières de l'exploitation (recettes et dépenses) ;
- des informations non identifiantes sur les enfants accueillis : nombre, âge, genre, handicap, origine géographique, catégorie socio-professionnelle des parents ;
- des informations non identifiantes sur le personnel : nombre, quotité, qualifications, arrivées et départs ;
- des informations sur la nature de l'activité : accueil régulier, accueil occasionnel, accueil d'urgence, journée complète ou demi-journée... ;
- les heures réalisées et les heures facturées ;
- les activités et éventuels partenariats engagés pour assurer la réalisation du projet d'établissement ;
- les visites de contrôle reçues et les éventuels rapports ou compte-rendu y afférents ;
- les nouveautés, moments forts et éventuelles difficultés rencontrées.

ARTICLE 18. – CONTRÔLE DU SÉNAT

Le Sénat organise le contrôle de l'activité du titulaire au regard des stipulations de la présente convention.

Tout manquement relevé par le Sénat, s'il n'y est pas remédié dans un délai d'un mois, expose le titulaire à la pénalité mentionnée à l'article 19.2.

CHAPITRE VI. PÉNALITÉS ET SANCTIONS

ARTICLE 19. – PÉNALITÉS

En cas de défaillance du titulaire constatée par le directeur de la Logistique et des Moyens généraux (sauf cas de force majeure ou retard imputable au Sénat), le Sénat peut appliquer, d'office et sans mise en demeure préalable, des pénalités¹ dans les conditions suivantes.

19.1. Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité et à l'accès au Jardin du Luxembourg dans le cadre de l'article 7.2

- Pénalité forfaitaire de 200 euros par infraction.

19.2. Non-transmission des documents mentionnés aux articles 11.2 et 11.3 ou de toute autre information sollicitée dans le cadre de la présente convention

- Pénalité forfaitaire de 300 euros par infraction, assortie d'une mise en demeure, par courrier recommandé avec avis de réception, de se conformer aux instructions du Sénat dans le délai indiqué par celui-ci ;
- À défaut d'avoir respecté les instructions du Sénat dans le délai imparti, pénalité journalière supplémentaire de 100 euros à compter de la date fixée par la mise en demeure.

19.3. Non-respect d'une disposition relative aux assurances

- Pénalité forfaitaire de 1 000 euros par infraction, assortie d'une mise en demeure, par courrier recommandé avec avis de réception, de présenter des justificatifs valides dans un délai indiqué par le Sénat ;
- À défaut d'avoir fourni ces justificatifs dans le délai imparti, pénalité journalière supplémentaire de 100 euros à compter de la date fixée par la mise en demeure.

19.4. Réalisation de travaux ou aménagements sans autorisation du Sénat, ou non-respect des obligations d'entretien

- Pénalité forfaitaire de 1 500 euros par infraction, assortie d'une mise en demeure, par courrier recommandé avec avis de réception, de revenir à l'état initial avant travaux ou de réaliser l'entretien dans le délai indiqué par le Sénat ;
- À défaut de remise en état ou d'entretien dans le délai imparti, pénalité journalière de 200 euros à compter de la date fixée par la mise en demeure.

¹ Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

19.5. Non-respect des dispositions financières de la présente convention

En cas de retard de plus de trente (30) jours dans le paiement de la redevance selon les modalités déterminées à l'article 15, pénalité fixée à 1 % du montant de la redevance par jour de retard à compter du trente-et-unième jour suivant la date d'émission de l'appel à règlement.

ARTICLE 20. – FERMETURE ADMINISTRATIVE

Suivant le type et la gravité du manquement constaté, une fermeture administrative, aux dates choisies par le Sénat, peut être décidée par le Directeur de la Logistique et des Moyens généraux, pouvant aller jusqu'à sept (7) jours calendaires, et par le Conseil de Questure, pour toute durée de plus de sept (7) jours calendaires jusqu'à trois (3) mois.

ARTICLE 21. – RÉSILIATION

21.1. Résiliation pour faute

La résiliation pour faute de la présente convention peut être prononcée par le Conseil de Questure.

Cette résiliation peut notamment être prononcée dans les cas suivants :

- en cas de fraude ou de malversation de la part de l'attributaire, éventuellement constatées à l'occasion des différents contrôles réalisés par le Sénat ;
- en cas d'inobservation grave ou de violation répétée des clauses de la présente convention ;
- en cas de compromission de la sécurité par défaut d'entretien des installations ou du matériel ;
- en cas de cession partielle ou totale de l'autorisation par le titulaire à un tiers sans l'accord exprès et préalable du Sénat ;
- dans tous les cas où il serait porté atteinte à l'intérêt général du fait du titulaire, par incapacité, négligence ou mauvaise foi.

Sauf le cas de fraude, de malversation ou de faute d'une particulière gravité, la résiliation est prononcée par le Sénat après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai d'exécution, demeurée infructueuse, et après que le titulaire a eu la possibilité de produire ses observations.

Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Elle prend effet à l'issue du délai d'exécution assigné au titulaire.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité pour celui-ci.

Elle ne fait pas obstacle à l'exercice des actions pénales ou en responsabilité civile qui pourraient être intentées à son encontre.

21.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Sénat peut à tout moment résilier unilatéralement la convention pour un motif d'intérêt général.

La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception ou par exploit de commissaire de justice. Elle prend effet six (6) mois après la date de notification. Le délai d'un (1) mois mentionné à l'article 2.2 court à compter de la prise d'effet.

ARTICLE 22. – CONTENTIEUX

Les litiges sont portés devant le Tribunal administratif de Paris, situé au 7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04 (téléphone : 01 44 59 44 00 ; télécopie : 01 44 59 46 46).

ANNEXES

- Annexe n° 1 : arrêté de Questure n° 2022-1101 du 13 décembre 2022 relatif aux concessions et autorisations d'occupation du domaine public dans le Palais du Luxembourg et ses dépendances et dans le Jardin du Luxembourg
- Annexe n° 2 : plan de situation de la halte-garderie dans le Jardin du Luxembourg
- Annexe n° 3 : règlement du Jardin du Luxembourg
- Annexe n° 4 : horaires d'ouverture et de fermeture du Jardin
- Annexe n° 5 : règles d'accès des véhicules au jardin du Luxembourg
- Annexe n° 6 : barème d'indemnisation en cas de dégâts causés aux arbres du Jardin
- Annexe n° 7 : plan des circulations et des surcharges
- Annexe n° 8 : arrêté de Questure n° 2022-52 relatif aux prises de vue à caractère professionnel dans le Jardin du Luxembourg
- Annexe n° 9 : plan de situation des points de collecte des déchets
- Annexe n° 10 : état des personnels susceptibles de faire l'objet de l'obligation de reprise en application de l'article L. 1224-1 du code du travail
- *Annexe n° 11 : offre du titulaire (à annexer)*